

POURQUOI LE MOUVEMENT DES UNIVERSITÉS NE S'ARRÊTERA PAS !

A lors que la fin de l'année universitaire approche, le mouvement de grève des universités entre dans son quatrième mois. Devant ce mouvement historique, le gouvernement persiste dans son refus de tout dialogue et de toute concertation. Pire, il a multiplié jusqu'au bout les provocations et les passages en force sur des projets unanimement rejetés par l'ensemble de la communauté universitaire.

La ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche et celui de l'éducation nationale, Valérie Pécresse et Xavier Darcos, ont orchestré ces dernières semaines une campagne systématique de désinformation, de dénigrement et de diffamation contre notre mouvement. Ils ont cherché, au mépris de toute évidence, à faire croire à la démobilisation des universitaires et au retour à la normale. Ils ont stigmatisé les enseignants et les étudiants en lutte, les faisant passer pour une minorité d'irresponsables. Ils ont tenté par tous les moyens d'opposer entre elles les différentes composantes de notre communauté, de dresser les étudiants contre les enseignants, les enseignants contre les personnels administratifs et techniques, les étudiants contre les étudiants. *Ces ministres déconsidérés sont responsables de la plus grave crise qu'ait connue l'université française.*

La communauté universitaire ensemble a décidé que les étudiants ne paieraient pas par la perte de leur année l'irresponsabilité ministérielle. Cela n'entame en rien notre unité ni notre détermination à combattre la politique inacceptable de ce gouvernement. Depuis le 2 février et parfois même plus tôt encore, c'est l'ensemble de la communauté universitaire, toutes tendances, toutes sensibilités et toutes catégories confondues qui est entrée en lutte pour défendre ce bien commun qui nous est cher, le service public d'enseignement et de recherche. Le gouvernement qui s'y attaque n'en a pas fini avec nous !

**Le savoir n'est pas une marchandise,
l'université n'est pas une entreprise !**

La loi LRU et le pacte pour la recherche appliquent à l'université et à la recherche les principes et les méthodes de l'entreprise privée. La « gouvernance » autoritaire remplace la collégialité et le fonctionnement démocratique. La mainmise des financements privés menace les libertés académiques, l'indépendance et la qualité de la recherche. La généralisation de la précarité et les externalisations de services aggravent les conditions de travail, en particulier pour les personnels de bibliothèques, administratifs et techniques. Les suppressions de postes, le désengagement financier de l'État et la mise en concu-

rence des établissements préparent une université paupérisée aux diplômés dévalorisés.

C'est un système profondément inégalitaire qui se met en place, où seuls les étudiants qui auront les moyens de payer des droits d'inscriptions importants pour accéder aux établissements les plus prestigieux pourront espérer un enseignement de qualité. En même temps, la réforme du recrutement des enseignants du primaire et du secondaire organise une dégradation catastrophique de leur formation avec un objectif purement budgétaire de réduction des coûts.

C'est cette logique que la communauté universitaire refuse. C'est pour cela que nous demandons que les textes dans lesquels elle s'incarne soient retirés, à commencer par la loi LRU et ses décrets d'applications. C'est à cette seule condition que pourrait se mettre en place un réel débat sur l'avenir du système d'enseignement supérieur et de recherche.

Une attaque contre toute la société

À travers l'université et la recherche, c'est toute la société qui est attaquée. C'est le principe même de l'égalité d'accès aux savoirs qui est menacé. Mais la politique universitaire du gouvernement s'inscrit aussi dans un cadre plus large, celui d'une attaque générale contre l'ensemble des services publics. La loi Bachelot applique à l'hôpital public les mêmes principes de rentabilité que la LRU à l'université. La Révision Générale des Politiques Publiques organise la suppression massive de postes de fonctionnaires, et la loi de mobilité prépare la possibilité de leur licenciement. Alors que la crise économique rend nos missions plus dures et plus indispensables que jamais et exige une politique ambitieuse de l'emploi public, c'est au contraire un projet global qui se met en place à travers la destruction systématique des services publics, celui d'une société plus injuste, plus brutale et plus inégalitaire.

Parce que nous sommes face à un gouvernement qui a montré qu'il ne connaît et ne comprend que le rapport de force, notre détermination ne faiblira pas.

Parce que les enjeux de la bataille des universités dépassent largement les intérêts des seuls universitaires, nous continuerons à nous adresser à nos collègues de la fonction publique et, au-delà, à toute la société, pour, ensemble, construire une université de demain réellement publique, ouverte et démocratique.